

aujourd'hui les Algériens demain les travailleurs français

Le 17 octobre 1963, vers 5 h du matin, trois Algériens sont passés à « tabac » dans un poste de police. Dans tel quartier, certains restaurants et cafés sont interdits aux Algériens, ou bien dans telle commune c'est l'entrée de la piscine. A Marseille, les Algériens subissent une discrimination quant aux allocations familiales et à leur intégration dans les comités d'entreprises.

Dans leur exode les pieds noirs fascistes et les harkis ont transporté leurs habitudes racistes. La violence contre les travailleurs algériens est, pour eux, un dérivatif à leur profond malaise social. Le pouvoir les utilise.

Le capital a lancé son offensive. Il sait fort bien que l'Algérie n'a pas fini de lui porter des coups. Le phénomène qui se passe à l'heure actuelle en France fait inévitablement penser aux prémisses de l'O.A.S. en Algérie. Ce fut d'abord les « unités territoriales » puis l'O.A.S. Les unités territoriales pour légaliser le racisme, l'O.A.S. enfin pour exterminer au maximum les organisations nationalistes.

Le capital, une nouvelle fois, lance ses chiens de garde. Il ne peut tolérer une Algérie socialiste. Ses dernières actions racistes le dévoilent une fois encore. En Algérie, il se sent acculé devant la montée des forces révolutionnaires. L'hebdomadaire « Hebdo Coopération », organe des Français d'Algérie, montre son inquiétude de voir dans un proche avenir le reste du secteur industriel privé nationalisé. Pour lui, la seule possibilité d'avoir encore une base sociale en Algérie se trouve dans la forme des sociétés mixtes. Mais le capital veut éviter d'autres défaites, aussi essaie-t-il par tous les moyens dont il dispose d'empêcher la marche en avant de la révolution socialiste en Algérie.

Il dispose principalement de deux moyens :

1° Soutenir les opposants à Ben Bella

et principalement Khider, l'éminence grise de l'opposition réactionnaire en Algérie. Dans sa dernière conférence de presse à Paris, Khider s'est dévoilé en accusant le socialisme d'être synonyme de misère. Khider a fait maintenant alliance une fois pour toutes avec le néo-colonialisme. De même, certains marionnettes d'Algérie, tel Ait Ahmed, certains apprentis bureaucrates d'Alger, certaines colonels déçus de la même étoffe que les Salan et les Challe, sont prêts, uniquement pour le pouvoir personnel, à s'allier définitivement avec le néo-colonialisme.

2° Faire une pression sur le prolétariat algérien en France. Il s'agit pour le capital de couper le prolétariat français du prolétariat algérien, par la discrimination raciale principalement. Ces 400.000 travailleurs algériens en France effrayent le capital. Il sait qu'il ne peut pas les contrôler. Alors, pour lui, il ne reste plus que la méthode classique de la répression raciste.

Nous pensons que le premier moyen dont dispose le capital est mince. D'une part le secteur privé industriel a été énormément ébranlé par les mises en autogestion d'usines de son secteur. D'autre part, la combativité actuelle du prolétariat algérien tend à montrer qu'il est prêt à écarter de plus en plus les compromis dans son action.

Dans le secteur privé, les ouvriers lancent le mot d'ordre de contrôle ouvrier, appuyés dans leur action par ceux du secteur autogéré industriel qui savent que c'est la seule voie qui peut les mener au contrôle complet du secteur industriel. Le dernier congrès des cheminots a montré le haut niveau de conscience de classe de ces travailleurs qui proclamèrent leur foi dans l'« internationalisme prolétarien ». Le prolétariat algérien, à l'heure actuelle, sait que lui seul peut défendre les acquis de la révolution, et que lui seul peut continuer le processus de la révolution. Aussi

il y a peu de chances à long terme aux visées néo-colonialistes en Algérie et c'est pour cela qu'il déclenche son action raciste en France. Il est certain aujourd'hui qu'à chaque pouce de terrain perdu en Algérie le pouvoir gaulliste accentuera sa répression en France.

Les faits le prouvent : assassinats, enlèvements, discriminations dans le travail, expulsion des chômeurs momentanés, triage au port de Marseille, enfin, toute la gamme habituelle des dernières convulsions d'un capitalisme qui se sent déjà perdu.

Contre l'éventualité d'une répression massive, une seule solution : l'alliance du prolétariat français et algérien. Le prolétariat français est seul à même d'empêcher que le racisme se déchaîne. C'est la seule force capable d'imposer au capital français le respect des droits au travail des Algériens.

Le processus de lutte contre le pouvoir monopoliste est engagé. Le prolétariat français en soutenant le prolétariat algérien contribuera d'une façon éclatante au succès de la révolution coloniale. Il faut que dès aujourd'hui le prolétariat français empêche l'appareil policier de se déclencher contre le prolétariat algérien, car demain cet appareil policier se déclenchera contre lui.

Dans chaque usine où le patronat mène une action raciste, les ouvriers français doivent organiser une lutte de soutien aux travailleurs algériens.

Dans chaque commune où l'administration prend un caractère raciste la population doit montrer sa désapprobation.

L'aide sous quelque forme qu'elle soit aux travailleurs algériens en France consolide la révolution coloniale, soutient la lutte contre les monopoles et apporte par voie de conséquence un souffle nouveau à la révolution prolétarienne des pays développés.

BENJABE RALI.

Pour battre l'opposition bourgeoise la révolution algérienne doit aller de l'avant

A l'heure actuelle, les différentes oppositions n'ont pas encore réussi à gagner un soutien actif et une base de masse dans la population. Cependant, il leur reste la possibilité d'exploiter les difficultés internes du régime.

Car les ennemis du socialisme sont aussi à l'intérieur du pouvoir, dans l'administration, dans l'appareil d'Etat truffé de bureaucrates et de réactionnaires issus des couches petites et moyennes bourgeoises de la société. Les vestiges de mentalité féodale, les luttes de clans, le népotisme ne sont pas faits pour arranger les choses.

La non-solution des problèmes fondamentaux aiguise les contradictions économiques : une réforme agraire profonde, seule capable d'ouvrir une perspective à la grande masse déshéritée de la paysannerie traditionnelle, les petits fellahs, les paysans sans terres, les ouvriers journaliers, reste encore à réaliser ; le chômage continue à sévir, dans les villes et à la campagne ; trop d'anciens maquisards et joundis, aujourd'hui démobilisés, n'ont pas trouvé la possibilité d'un reclassement dans la vie civile et certains risquent de se laisser entraîner par les avances de l'opposition. Devant ces difficultés persistantes, les dépenses croissantes, parfois somptueuses, des hauts-fonctionnaires et des gens en place suscitent une sourde hostilité. Aussi, le mécontentement croissant des masses, gagnées peu à peu par le scepticisme et la démobilisation, risque de devenir une base de manœuvres pour la réaction.

Un grave danger menace le pouvoir et risque de l'entraîner dans une impasse : l'adoption d'une position de simple défense des acquis actuels de la Révolution. Car les premières conquêtes progressistes n'ayant touché qu'une minorité de la population (le secteur autogéré agricole ne fournit un travail permanent qu'à 200.000 travailleurs), une telle campagne ne pourrait réveiller l'enthousiasme des masses.

S'il persistait dans cette voie, le gouvernement serait alors amené à utiliser, pour réprimer la Contre-Révolution, mais aussi d'éventuels mécontentements, ses instruments de répression et notamment l'Armée Nationale Populaire, armée de métier, dont les soldats touchent quelque 300 dinards par mois, alors que le revenu moyen de plusieurs millions de paysans demeure de quelque 200 dinards par an.

Accompagnée d'un raidissement du pouvoir, comme en témoignent les premières mesures de répressions, cette orientation risque de porter atteinte à la popularité du régime si ce dernier ne provoque pas une nouvelle intervention des masses par la réalisation des nouvelles étapes préconisées par le Congrès.

Ainsi, une épuration des organes de l'Etat est de plus en plus nécessaire, mais ici encore, l'intervention populaire aurait plus de chances de la mener à bonne fin qu'une Commission d'épuration désignée par en haut...

La Révolution algérienne est donc arrivée à un carrefour. Une relance s'impose. Mais pour forger de nouvelles conquêtes, une décantation et un regroupement des forces révolutionnaires est nécessaire. Et en même temps, les contradictions économiques sont telles que le temps presse, car tout prolongement de l'étape actuelle jouera en faveur de la Réaction.

La toute récente arrestation de l'ex-colonel Chaabani et le blocage des fonds emportés par Khider dans une banque suisse, ne constituent qu'un dénouement provisoire de la crise présente, car les problèmes fondamentaux ne sont pas résolus.

Henri DUMOULIN.

LA CRISE DU L.S.S.P. (CEYLAN)

Au cours des débats, tandis que les deux autres tendances manifestaient leur confiance dans leurs positions — celle de Perera dans son réformisme, celle de Samarakkody-Tampoe dans le programme révolutionnaire — la tendance centriste ne savait qu'exprimer ses propres incertitudes, sa démoralisation. Elle ne voyait plus, dans le S.L.F.P. un parti de la bourgeoisie. Bien qu'il eut déjà dirigé depuis huit années le pays dans le cadre du capitalisme, elle prétendait qu'il s'agissait d'une formation petite bourgeoisie, invoquait d'une façon aberrante les exemples de Cuba et d'Algérie pour justifier une coalition avec cette formation, mais ne voulait pas que le L.S.S.P. fesse seul l'opération. On retrouvait chez elle comme chez Perera la grossière erreur de tous les réformistes qui, pour aller aux masses petites bourgeoises, en l'occurrence les masses rurales de Ceylan, au lieu d'établir un programme de combat pour gagner celles-ci, pensaient les gagner au moyen d'une combinaison avec le parti bourgeois qui ne représente pas ces masses, mais les exploite, exploite leurs sentiments réactionnaires, notamment contre les minorités du pays, pour maintenir le régime capitaliste.

LA SECTION CEYLANAISE de la IV^e INTERNATIONALE CONTINUE LE COMBAT

Avec cette conférence s'achève le rôle d'une direction révolutionnaire ; la majorité du L.S.S.P. que cette tendance centriste a suivi sombre dans le réformisme, et le drapeau de la révolution socialiste se trouve désormais défendu à Ceylan par les camarades qui ont quitté la conférence à la suite du vote et qui ont constitué aussitôt le

L.S.S.P. (Section Révolutionnaire). Cette organisation qui continue la section ceylanaise de la Quatrième Internationale commence dans une situation difficile, car il existe dans les masses des illusions sur la politique Perera, mais dans des conditions qui ne sont pas défavorables. Tout d'abord, la rupture s'est faite au grand jour sur une question politique décisive, et tout le monde à Ceylan en a été témoin. Dans la direction de l'organisation se trouvent des hommes connus de tout le pays : Edmund Samarakkody, un des plus anciens dirigeants du L.S.S.P., ainsi qu'un autre élu, Meryl Fernando ; le camarade Bala Tampoe, un des principaux dirigeants du mouvement syndical à Ceylan ; d'autres dirigeants connus, Karalasinghe O. Jayaratne. L'organisation comprend de nombreux cadres syndicaux et aussi la plus grande partie des jeunes militants, y compris des étudiants.

Après une période d'organisation, le jeune parti va se trouver devant d'importantes tâches politiques. La situation à Ceylan a entraîné non seulement la scission dans le L.S.S.P., mais également dans les deux autres formations du Front Unique de Gauche. Le P.C. ceylanais est désormais scindé ; une fraction droitiste, pro-khrouchtchévienne soutenant le gouvernement de coalition, une fraction pro-chinoise le combattant. Le M.E.P. s'est aussi trouvé divisé par le gouvernement de coalition.

Le P.C.I. adresse son salut à la nouvelle formation qui porte en elle les meilleurs traditions révolutionnaires de l'ancien L.S.S.P.. La Quatrième Internationale tout entière est à ses côtés pour l'aider à reconstruire à Ceylan une nouvelle direction révolutionnaire qui y assurera la victoire du socialisme.

Le 7 juillet 1964.

Pierre FRANK.

révolutionnaire, ouvrant une réelle alternative pour Ceylan. Mais si un tel gouvernement — qui est maintenant à l'ordre du jour à Ceylan — n'accède pas au pouvoir, l'aile droitiste ultra réactionnaire tentera d'installer un régime brutal, répressif. La capitulation de Perera fraye la voie à une telle issue catastrophique.

Tandis qu'un gouvernement bourgeois de coalition peut effectuer quelques réformes mineures temporaires, les masses cinghalaises et tamiles ne peuvent résoudre leurs problèmes fondamentaux qu'en brisant le cadre du capitalisme, à la façon dont les Russes le firent en 1917, les Yougoslaves à l'époque de la liquidation de la deuxième guerre mondiale, les Chinois en 1949-52, les Cubains en 1959-60, et comme les Algériens tentent de le faire actuellement.

5) Nous saluons tous les dirigeants et membres du LSSP qui ont mené la lutte contre l'opportunisme de Perera, qui ont combattu sa ligne de capitulation avec intrépidité, ont fait de leur mieux pour maintenir l'honneur et l'intégrité du trotskysme à Ceylan et qui continuent à combattre pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan qui est la seule voie réaliste pour les masses ceylanaises.

Nous appelons tous les membres de la IV^e Internationale, tous les partis et groupes sympathisants avec ses buts à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour aider la Section Révolutionnaire du LSSP à maintenir et à faire progresser le programme du socialisme révolutionnaire à Ceylan. La capitulation de Perera ne s'avèrera qu'un épisode passager dans la lutte de classe à Ceylan. Les dirigeants et membres loyaux et clairvoyants qui depuis un certain temps ont saisi les implications du parlementarisme opportuniste de Perera et ont organisé la lutte contre lui ont déjà franchi une épreuve difficile. Par leur fermeté, ces camarades ont conservé les cadres essentiels, nécessaires pour réparer les dommages dans les délais les plus courts.

Avec l'aide du mouvement trotskyste international, ils avanceront avec pleine confiance dans la tâche de construction d'un parti socialiste révolutionnaire capable de guider Ceylan sur la voie du socialisme.

LE SECRETARIAT UNIFIÉ
de la
IV^e INTERNATIONALE